

1er mai 2004 :

Contre la politique anti-sociale du Medef et du gouvernement !

■ Le 1er mai est une journée de solidarité internationale et de revendications pour le progrès social ■ Cette année, il prend en France une dimension particulièrement importante ■ Le gouvernement a été désavoué par les mobilisations et par les urnes sur sa politique ultra-libérale menée depuis deux ans ■ Pour autant, le Gouvernement ne change pas sur le fond ses orientations ■ Le patronat poursuit son offensive contre les droits sociaux ■

Le désaveu

La politique économique et sociale ultra libérale menée depuis deux ans par le Gouvernement Raffarin a donné lieu à de nombreuses mobilisations : retraites, éducation, services publics, chômeurs, intermittents, recherche... Cette politique qui correspond totalement aux exigences du patronat a été massivement rejetée par les électeurs lors des élections régionales.

Le Medef et certains syndicats qui ont accompagné les contre-réformes sont aussi désavoués.

Jacques Chirac a déclaré avoir entendu le message ! Le Gouvernement Raffarin III a dû faire quelques concessions : annulation des restrictions d'attribution de l'Ass pour les chômeurs, déblocage de mesures immédiates pour la recherche, ouverture de discussions sur le dossier des intermittents...

Mais, sur le fond, il n'y a pas de réel changement de la politique libérale.

Les droits sociaux attaqués

Le Gouvernement prépare une loi sur l'emploi, qui risque d'être inspirée par le rapport Virville et les 44 propositions du Medef. Ils veulent généraliser la précarisation des salariés ; ils veulent affaiblir les garanties collectives, remettre en cause la hiérarchie des normes en favorisant les accords d'entreprises au détriment de la loi et des conventions collectives...

Ils veulent affaiblir la représentation des salariés en éliminant des milliers de représentants syndicaux (regroupement des délégués du personnel, des élus aux Comités d'entreprise et des délégués syndicaux...). Ils veulent permettre au patronat de licencier encore plus facilement qu'aujourd'hui !

Le 1er mai, l'Europe s'élargit

Le 1er mai 2004, 10 pays vont rejoindre les 15 pays déjà membres de l'Union Européenne. Dans le même temps, un projet de Constitution européenne est en négociation entre les différents pays. Mais les droits sociaux n'ont pas leur place dans ce projet. Au contraire, la construction européenne rime avec libéralisme. Le droit de la concurrence prime sur le reste. C'est au nom de la concurrence que les services publics ont été attaqués, que le dumping social et fiscal a été érigé en doctrine, que les droits sociaux sont remis en cause. Le projet de constitution européenne, non seulement ne rompt pas avec cette logique, mais il la renforce. Au contraire, il faut construire une Europe des droits contre l'Europe des profits. L'Union syndicale G10-Solidaires construit des liens avec les mouvements sociaux des différents pays européens, pour imposer une autre Europe. Le 1er mai doit aussi exprimer cette exigence d'une Europe porteuse de progrès social et non de remises en cause des droits existants dans chacun des pays.

Les services publics en danger !

Le gouvernement entend poursuivre la politique de privatisations. La privatisation totale de France Telecom est à l'ordre du jour, comme pour Air France et la Snecma. A la Poste, un projet de «loi postale» vise à séparer totalement les activités financières des autres activités : c'est un démantèlement programmé.

Pour Edf-Gdf, Sarkozy a pris soin de préciser que «ce n'était pas une privatisation, mais une ouverture de capital»... C'est le même schéma que France Télécom ; en 1997, on a ouvert le capital : c'était le début du processus de privatisation contre lequel il est ensuite très difficile de faire machine arrière. C'est maintenant qu'il faut empêcher la mise en place de cette logique. Le personnel d'Edf-Gdf l'a très bien compris en faisant massivement grève le 9 avril dernier. Mais pour faire plier le Gouvernement, c'est une lutte d'ensemble des services publics qu'il faut préparer avec le soutien de la population.

La sécurité sociale menacée !

Après les retraites, c'est le deuxième outil de la protection sociale que le gouvernement veut remettre en cause. Son objectif est de diminuer fortement la part des dépenses de santé prises en charge par l'assurance maladie obligatoire, mettant en place un système de santé à plusieurs vitesses, répondant ainsi aux vœux du patronat.

Le gouvernement veut boucler sa contre-réforme sur l'assurance maladie avant l'été, dans la précipitation. Pour cela, il veut nous refaire le coup du déficit et de l'inéluctabilité de «réformes douloureuses». Pourtant, le gouvernement et le patronat ont une responsabilité importante dans le déficit actuel. Et des solutions existent pour financer une assurance maladie garantissant un réel accès à des soins de haut niveau pour toutes et tous.

Il faut, en particulier, un nouveau partage des richesses qui soit plus favorable aux revenus du travail.

Le 1er mai 2004 doit être l'occasion de dire non à la politique anti-sociale du gouvernement et du patronat. Ces manifestations doivent être une étape pour construire un mouvement unitaire au plan interprofessionnel contre cette casse sociale.

- **Le 1er mai, dans la rue pour exiger :**
 - le droit à l'emploi, le droit à un revenu
 - la défense de la protection sociale
 - la défense des services publics
 - le refus des privatisations.

■ **Le 1er mai, dans la rue, pour dire notre refus du racisme et de toutes les discriminations.**

■ **Le 1er mai, dans la rue, pour dire notre exigence d'un monde sans guerre, basé sur la coopération entre les peuples et la solidarité internationale.**